

Le Burundi défie le coronavirus et l'OMS

La Croix, 15/05/2020 PrÃ©sents officiellement 27 cas de Covid-19 dont un dÃ©cÃ©s, le Burundi a expulsÃ© jeudi 14 mai le reprÃ©sentant de l'OMS dans le pays, ainsi que trois autres experts qui travaillaient sur la pandémie. Les autorités soupçonnées de cacher l'ampleur de la contagion. Mercredi 20 mai, les Ã©lections prÃ©sidentielle et lÃ©gislatives se tiendront dans le pays, qui n'envisage pas de report.

« La grÃ¢ce divine » au chevet du Burundi ? C'est ce qu'affirment les autorités de ce petit pays de l'Afrique lacs, peuplÃ© de 11 millions d'habitants, qui n'a pris aucune mesure contre la pandémie de Covid-19. « S'il y a ici, et on dit d'ailleurs qu'ils se portaient bien, sachez que le coronavirus fait une hÃ©catombe partout ailleurs », dÃ©clare ainsi le gÃ©nÃ©ral Evariste Ndayishimiye, secrÃ©taire gÃ©nÃ©ral du parti au pouvoir et candidat Ã©lection prÃ©sidentielle du mercredi 20 mai, dont la campagne se poursuit comme si de rien n'Ã©tait. Certains y voient une volontÃ© du pouvoir en place de se maintenir, sans craindre les retombÃ©es de cette crise sanitaire. Le pays a de fait organisÃ© aucun confinement, contrairement Ã© d'autres Ã©tats africains et notamment son voisin rwandais, les bars et restaurants continuent Ã© fonctionner, les lieux de culte Ã© accueillent les fidÃ©les. Le Burundi est mÃªme l'un des seuls pays au monde Ã© laisser se dÃ©rouler les championnats de football. Les spectateurs sont toutefois invitÃ©s Ã© se laver les mains et se font prendre la tempÃ©rature Ã© l'entrÃ©e. Le candidat soutenu par le pouvoir en place AprÃ©s une rÃ©Ã©lection contestÃ©e qui a dÃ©bouchÃ© sur un troisiÃ©me mandat oÃ¹ il a accentuÃ© son pouvoir et largement rÃ©primÃ© son opposition, l'actuel prÃ©sident Pierre Nkurunziza a dÃ©cidÃ© de ne pas se reprÃ©senter. Son bilan est particuliÃ©rement sombre : des violences qui ont fait prÃ©s de 1 200 morts dans le pays, de nombreuses atteintes aux droits humains fondamentaux, et une crise Ã©conomique majeure. Entre pÃ©nurie, chÃ©mage, dÃ©prÃ©ciation de la monnaie et pÃ©nurie de biens importÃ©s, le Burundi espÃ©rait une Ã©gÃ©re embellie pour 2020, qui risque d'Ãªtre mise Ã© mal par les retombÃ©es de la crise sanitaire mondiale candidat Evariste Ndayishimiye, soutenu par Pierre Nkurunziza qui le prÃ©sente comme son hÃ©ritier, a promis de redresser la barre et de dÃ©velopper le pays s'il Ã©tait Ã©lu. L'opposition, ainsi que plusieurs mÃ©decins, accuse toutes les autoritÃ©s de masquer la pandémie en cachant volontairement les cas positifs, et en ne rÃ©alisant que trÃ©s peu de tests. Des responsables mÃ©dicaux ont ainsi affirmÃ© que plusieurs personnes prÃ©sentaient les symptÃ©mes du coronavirus dans plusieurs hÃ©pitaux de Bujumbura, sans pouvoir Ãªtre testÃ©es. Ce qui peut laisser craindre plusieurs foyers Ã©pidÃ©miques dans le pays. L'OMS « regrette profondÃ©ment » l'expulsion de ces responsables sanitaires Dans ce contexte de tension, politique, et sanitaire, quatre experts de l'Organisation mondiale de la santÃ© (OMS) travaillant sur la pandémie, dont le reprÃ©sentant officiel de l'institution genevoise dans le pays, Walter Kazadi Mulombo, ont Ã©tÃ© dÃ©clarÃ©s Ã© non grata par les autoritÃ©s burundaises, jeudi 14 mai, et sommÃ©s de quitter le pays avant ce vendredi 15 mai. Ce n'est pas la premiÃ©re fois que les Nations Unies ont maille Ã© partir avec le Burundi dans la pÃ©riode rÃ©cente. En juillet 2019, dÃ©jÃ©, le PrÃ©sident de la Commission d'enquÃªte sur le Burundi du Conseil des droits de l'homme de l'ONU, de Bujumbura avait Ã©tÃ© fermÃ©, soulignant que des citoyens burundais vivaient dans un climat de « peur crÃ©Ã©e par un environnement imprÃ©visible de suspicion, dans lequel tout citoyen burundais peut devenir une victime ». Jeudi 14 mai, le mÃªme, Ã© moins d'une semaine de la prÃ©sidentielle, alerte une nouvelle fois Ã© les autoritÃ©s burundaises et la communautÃ© internationale sur les risques d'une aggravation de l'intolÃ©rance et de la violence politique ». AprÃ©s dÃ©cision d'expulser les personnels de l'OMS, la Commission d'enquÃªte n'a pu que dire Ã© « profondÃ©ment » annonce. La directrice du bureau africain de l'OMS, le docteur Matshidiso Moeti, affirme vouloir Ã© clarifier et comprendre les raisons de cette dÃ©cision », se disant prÃ©te Ã© Ã© continuer Ã© collaborer avec le Burundi ». Visiblement sans aucun moyen pour agir sur place, alors que le bilan de l'Ã©pidÃ©mie menace de s'alourdir, l'abri des regards extÃ©rieurs

Ã©

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});